



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les travailleurs doivent défendre leurs intérêts !

L'avant-goût de la campagne électorale donne déjà la nausée. Il y aura des coups et du mépris social pour toutes les catégories populaires !

Les sans-papiers et les sans-abris menottés de colliers plastiques à la gare du midi à Bruxelles : les politiciens bruxellois prétendent que la police « rétabli l'ordre et la sécurité » et que c'est là une première étape pour que les services sociaux puissent s'occuper de ces personnes. Mensonges !

C'est ceux au pouvoir qui créent le désordre et l'insécurité. Tout le monde a vu l'hiver dernier les sans-papiers dormir sur le trottoir devant l'Office des étrangers pour introduire une demande d'asile. Il y a un consensus politique entre tous les gouvernements du pays pour les laisser à la rue. Et les sans-abris, les gens abîmés par le chômage, la maladie et la misère, livrés à eux-mêmes ? Tous les travailleurs des CPAS savent qu'il n'y a rien pour eux, rien que l'adresse d'un asile de nuit débordé.

Mais nous n'en sommes qu'au début de la démagogie ! Le ministre fédéral de la Justice, Vincent Van Quickenborne (Open VLD) déclare « *refuser que les mères au foyer élèvent leurs enfants en vivant au crochet de la société* ». Pourtant, 92% des femmes au foyer ne touchent aucune indemnité. Mais cela ne fait rien pour Conner Rousseau, président du Vooruit (ex-parti socialiste

flamand) : « *elle conduit sur nos routes, ses enfants vont dans nos écoles, et s'ils sont malades, elle peut compter sur notre système de soins de santé* ». Ces politiciens n'ont aucun scrupule. Même en Flandre, il manque de crèches et de professeurs ! Et ce seraient les mères au foyer, qui doivent assumer la garde et l'éducation des enfants que l'Etat se refuse d'assurer, qui seraient responsables !

Responsables de quoi exactement ? Des bas salaires des puéricultrices ? Des conditions de travail exécrables qui font fuir la carrière d'enseignant ? Est-ce que ce sont les mères de la classe ouvrière qui dirigent le gouvernement ? Non, si c'était le cas, ce ne serait pas la même société et il ne manquerait ni de crèches, ni d'écoles !

Cette démagogie, qui spéculer sur les préjugés contre les plus faibles, est aussi une préparation pour la politique du prochain gouvernement qui devra prendre aux travailleurs et aux pauvres de quoi gaver toujours plus les riches ! C'est le premier pas d'une nouvelle « réforme » de l'assurance chômage pour baisser les indemnités de chômage et contraindre à accepter des salaires trop bas pour vivre décemment.

C'est pour mener une politique au service d'une petite minorité de capitalistes que les politiciens divisent les travailleurs en catégories pour mieux les opposer et les affaiblir. Mais il ne faut pas être dupe ! Un travailleur conscient se refuse à tomber dans le piège des démagogues qui veulent l'opposer au chômeur qu'il devient à la

fin de son contrat, à l'handicapé qu'il pourrait devenir lorsqu'il aura usé sa santé, au pensionné qu'il sera un jour. Tous, jeunes et vieux, hommes et femmes, salariés et chômeurs, belges et étrangers, nous formons la même famille sociale, la même grande masse sociale dont le travail, l'intelligence, le dévouement est à la base du fonctionnement de la société.

Si malgré les richesses considérables que les travailleurs créent, leurs salaires et leurs pensions sont rongés par l'inflation, si on s'éreinte au travail avant de se désespérer au chômage, si nos parents meurent seuls dans des chambres d'hôpital, si nos enfants n'ont pas de professeurs, ce n'est pas la faute à la fatalité, c'est le résultat de la lutte que les capitalistes et leurs domestiques politiques mènent contre la classe ouvrière !

Voilà la vérité qu'il faut crier, de plus en plus nombreux, jusqu'à ce que l'armée des travailleurs retrouve le courage de défendre ses intérêts, les intérêts de tous ceux qui sont victimes des aberrations et de l'injustice du capitalisme, du chômage, des bas salaires, de la misère et des guerres.

Bien sûr, il ne suffira pas de se regrouper, de manifester, de faire grève seulement une journée, même si ce sont des luttes défensives indispensables. Les grandes puissances capitalistes entraînent le monde vers des catastrophes. Les

patrons le savent, et c'est pour cela qu'ils redoublent de coups contre les travailleurs, afin de se constituer des réserves de capitaux et écraser les travailleurs avant d'être écrasés par eux.

La seule partie de la société qui a vraiment intérêt à utiliser les progrès de la science, de la technique, la prodigieuse force de création du travail humain pour réparer, construire, soigner, aider les peuples à s'opposer à la misère, au chômage et aux guerres, c'est la classe ouvrière. C'est elle qui doit s'emparer, coûte que coûte, du pouvoir de diriger et de décider.

Une école trop chère



La rentrée scolaire arrive avec son lot de difficultés pour les familles populaires. L'inflation n'a pas épargné l'éducation et le coût moyen d'un élève en secondaire a augmenté pour atteindre 486 euros voire 700 euros en qualification.

Des frais pour la rentrée, mais après ce sont les voyages scolaires, les livres, le matériel, ou encore le droit d'accéder aux activités culturelles qui s'ajoutent à la note.

La Ligue des familles estime que les frais scolaires de rentrée ont augmenté de près de 14% ces deux dernières années.

Les familles doivent se débrouiller pour équiper les enfants à suivre des cours dans des classes trop nombreuses, avec un manque d'enseignants et de matériel. Le minimum serait de rendre l'éducation

réellement gratuite et de qualité en prenant en charge, par la collectivité, les frais de scolarité à la rentrée comme pendant l'année.

Le bluff des supermarchés

Selon les médias, les supermarchés mèneraient une « guerre des prix » pour la rentrée. Il y aurait une multitude de promotions, de bonus, des prix cassés... et tout ça au bénéfice des consommateurs !

La porte-parole de Delhaize a même osé affirmer « *Nous offrons un petit coup de pouce à nos clients en cette période qui est l'une des plus impactantes sur leur pouvoir d'achat* ». C'est culotté de s'inquiéter de notre pouvoir d'achat quand tous les supermarchés ont augmenté leurs prix, en utilisant la guerre en Ukraine comme excuse, pour augmenter leurs profits.

En réalité, c'est du bluff comme l'explique la porte-parole de Colruyt Group : « *Dans les faits, les adaptations de prix ne sont pas si nombreuses. Pour la plupart, les tarifs ne descendent pas plus bas que les prix du marché. De même, force est de constater que ces baisses s'accompagnent souvent de hausses de prix sur d'autres produits.* »



Delhaize : le personnel n'est pas une marchandise au rabais

Les publicités de l'enseigne Delhaize sont partout. La direction promet une baisse de certains prix pour tenter de récupérer des consommateurs et de redorer son enseigne. Mais depuis

mars dernier, le projet de Delhaize n'est pas de baisser les prix des produits mais d'augmenter ses profits en se débarrassant des salariés et des magasins qu'ils vendent à des franchisés !

Pour s'opposer à la résistance du personnel, Delhaize a encore pu compter sur la justice qui vient de donner raison à la direction qui fait appel à des huissiers contre les piquets de grève. Dans le capitalisme, lorsque des travailleurs défendent leurs droits et leurs salaires, ils sont traités comme des criminels.

Mais qui sont les vrais criminels ? Ce sont les actionnaires du groupe Ahold-Delhaize qui n'ont aucun scrupule, pour augmenter leurs profits, à rendre la vie de milliers de travailleurs de la distribution encore plus difficile.

A Denderleeuw, deux magasins Delhaize ont eu des vitres brisées et de la peinture renversée. La direction de Delhaize s'offusque et a déjà fait appel à la justice. Mais où est la vraie violence ?

Hold-up fixe ou variable ?

L'automne arrive doucement et avec lui les températures plus fraîches. L'hiver dernier, avec l'explosion des prix du gaz, de nombreux ménages ne se sont plus chauffés du tout. Et voilà que l'angoisse des factures énergétiques revient : il faudrait choisir rapidement entre contrat fixe ou variable car les prix risquent d'augmenter à nouveau.

Mais comment choisir alors que depuis un mois les prix font le yoyo ?

C'est à cause de la spéculation que les prix augmentent ! Pendant que les spéculateurs achètent et revendent des cargos entiers de gaz, le consommateur devrait choisir comment il va se faire plumer...

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Profits en hausse, service en berne



Les Banques affichent des profits gigantesques au dernier trimestre avec 2,8 milliards d'euros de bénéfices nets pour BNP-Fortis. Cette envolée des dividendes n'a rien changé à la politique de diminution des services à la population.

Pour augmenter leurs profits, elles augmentent le rythme de suppression des emplois et des services. L'année dernière, c'est 30% des distributeurs de billets qui ont disparu et ING a fermé 200 agences en un an.

Partout dans la société, la concentration des profits se fait sur le dos de la classe ouvrière.

Le gouvernement fait sa pub

Le nouvel emprunt de l'État appelé « Bon d'État » s'ajoute à la longue liste des emprunts que fait l'État pour fonctionner.

Le bon d'État, c'est la possibilité pour des particuliers de placer de l'argent auprès de l'État en gagnant 2,81% en un an. Habituellement, l'État emprunte directement aux banques, mais cette fois le gouvernement en profite pour faire sa publicité.

Il prétend par son bon d'État faire concurrence aux banques et les contraindre à augmenter leurs taux d'intérêt pour la population. Mais ce geste ne concerne que ceux qui ont de l'argent à placer, comme en témoigne le montant moyen de placement de 17 000 euros.

Les salaires et pensions ne permettent pas à la plupart des travailleurs d'investir quoi que ce soit dans les banques ou dans les emprunts

d'État. Ce bon n'est qu'un coup de communication qui ne changera rien à la crise et l'exploitation que subit la population.

Insécurité sociale

Les problèmes d'insécurité et d'insalubrité ne sont pas nouveaux à la gare du Midi. Mais ces dernières années, la situation empire et les déclarations du monde politique pour « résoudre le problème de l'insécurité à la gare du Midi » se sont multipliées.



Gouvernement, police, direction de la SNCB, tous se sont mis d'accord pour renforcer la surveillance policière autour de Bruxelles-Midi et ils nous vendent cela comme une solution. Mais ils ne parlent surtout pas de l'origine du problème !

Pourquoi des personnes finissent-elles par vivre sous le pont ou à l'entrée de la gare ? Pourquoi une augmentation des vols et des violences ?

En réalité, cette société capitaliste fabrique du chômage et des jeunes laissés pour compte, elle pousse les migrants à l'illégalité en leur refusant le droit de vivre en Belgique, elle crée la pauvreté et finalement pousse à la consommation de drogues, « pour oublier » ses difficultés, sur laquelle s'enrichissent les trafiquants.

Il manque d'enseignants, de médecins, de spécialistes de la santé

mentale et la seule solution envisagée par les gouvernements est de disperser de la zone Midi ces personnes désespérées. Mais pour aller où ?

Campagne anti-femmes au foyer

Le 8 août, le ministre de la justice Van Quickenborne a affirmé vouloir réduire les allocations chômage de cohabitante des femmes au foyer car, dit-il, « si les femmes veulent être femmes au foyer, ce sera à leurs frais ».

Le président du Vooruit (PS flamand) a renchéri en affirmant que ces femmes « conduisent sur nos routes », « utilisent nos soins de santé et nos écoles », et doivent donc « faire leur part ». Ces propos en plus d'être méprisants sont mensongers : 92% des femmes au foyer ne touchent pas d'indemnité.

De plus, aujourd'hui, trouver une crèche disponible est un véritable casse-tête pour les nouveaux parents. Forçant de nombreuses femmes à arrêter de travailler pour s'occuper des enfants ou à cumuler leur travail avec celui de la garde des enfants.

Les vrais fraudeurs

Le groupe Randstad est accusé par l'Inspection spéciale des Impôts d'avoir créé un montage fiscal pour éviter de payer 72 millions d'euros d'impôts. Depuis des années, la branche suisse du groupe « prête » de l'argent aux agences belges qui doivent ensuite « rembourser »... avec des intérêts qui ne sont pas taxés en Belgique et de manière négligeable en Suisse.

Des montages de ce genre sont une pratique courante des grandes entreprises capitalistes pour éviter l'impôt. Que cette fois-ci le montage soit jugé illégal ne change rien à la réalité des faits : les grandes entreprises ne payent quasiment pas d'impôts.

Témoignage d'un travailleur de Viangro :



À Viangro, comme dans beaucoup d'usines, les horaires sont épuisants, 8 heures de travail avec deux pauses de 30 minutes, sur la chaîne ou à courir partout, entre 6 et 14h36 ou 14 à 22h36. Et encore sur les 30 minutes de pause, on en passe 10 à nous changer et aller jusqu'à la salle de pause.

Et quand les commandes ne sont pas terminées, tu as intérêt à faire les heures supplémentaires imposées par le chef. Par contre quand le chef ne respecte pas le contrat, et te dit de partir avant la fin de l'horaire prévu, ton salaire est diminué et évidemment le patron n'a aucune sanction !

Beaucoup travaillent dans des frigos, à des températures proches de 0 degré. Normalement, il ne faudrait pas dépasser deux heures de travail dans le froid, mais ces normes sont souvent dépassées. Il n'est pas rare que certains tombent malades, leurs jambes gonflent par exemple. Quant à la prime de froid censée compenser ces risques, on ne la voit pas sur la fiche de paie !

Comme partout, le statut d'intérimaire est une manière d'augmenter la pression sur les travailleurs. Pour les intérimaires, la possibilité de ne plus être repris du jour au lendemain permet tous les abus. Ça affaiblit bien sûr les intérimaires, mais aussi les autres travailleurs, car la division fait que le patron peut s'attaquer aux uns puis aux autres en espérant diminuer les chances d'une réaction collective.

En tant qu'intérimaires, on est traités comme des chiens, comme des esclaves, mais on doit la fermer car on est sur un siècle éjectable, et

on nous vend en permanence l'espoir d'obtenir un contrat à la fin. Sur la chaîne, les chefs n'hésitent pas à augmenter le rythme des machines quand il y a plus de commandes. Les nouveaux ne savent évidemment pas suivre le rythme, et ça crée des tensions dans l'équipe.

Les chefs manient aussi bien la carotte que le bâton. Ils nous font miroiter les chèques repas qu'on peut recevoir après 130 jours de travail. Sauf que ce qu'ils ne disent pas, c'est que le compteur est remis à zéro après chaque nouvelle saison ! Autant dire que ceux qui touchent les chèques repas sont peu nombreux.

Remettre le compteur à zéro, ou changer de boîte d'intérim, c'est aussi une manière de maintenir le statut d'intérimaire, censé être temporaire, indéfiniment.

Les heures supplémentaires ne sont pas payées, mais elles peuvent être rattrapées sur demande... Qu'est-ce que ça veut dire quand on est intérimaire, qu'on ne sait pas dans quel travail on sera la semaine prochaine ? Et qui va demander à récupérer ses heures en sachant qu'il risque de ne pas être repris ?

Sous le capitalisme : la terre brûle ...



A Hawaï, 51^{ème} État des USA, la ville de Lahaina a été ravagée le 8 août par un incendie dévastateur. Plus d'une centaine de personnes ont été retrouvées mortes et les survivants se retrouvent sans toit ou forcés à quitter l'île.

Pourtant, cela fait plusieurs années que des rapports officiels alertaient sur le danger des feux de forêt et

recommandaient les moyens de les prévenir : sécuriser le réseau électrique, faucher les plantes inflammables, rénover les systèmes d'alertes.

Mais la compagnie d'électricité Hawaiian Electric a préféré augmenter les dividendes de ses actionnaires plutôt que rénover son réseau électrique défaillant.

Les lignes électriques arrachées par une tempête ont mis le feu à la végétation sèche qui n'avait pas été éliminée.

La majorité de la population, prise au piège, n'a pas eu la possibilité de fuir.

Du début jusqu'à la fin, la catastrophe aurait pu être évitée, ou au moins mieux contrôlée. C'est l'organisation de la société qui l'a empêché...

... et coule

En Belgique, le 25 juillet, les orages ont provoqué des inondations dans plusieurs communes.

Deux ans après les grosses inondations de l'été 2021, rien n'a changé et les risques de nouvelle pluie importante s'accroissent avec le dérèglement climatique.



Face à cette situation, les gouvernements sont pieds et poings liés par un capitalisme qui impose la marche forcée vers le profit.

Pour prévenir le problème, il faudrait des investissements massifs et c'est l'organisation complète de l'écoulement des eaux des villes et des villages qu'il faudrait revoir, mais cela nécessiterait une politique dans les intérêts de la population impossible sous la domination du capital.

Une indépendance impossible



L'Afrique du Sud a accueilli fin août le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à l'issue duquel ils ont accueilli six nouveaux pays.

Leur objectif est de tenter de gagner une certaine indépendance économique face à la domination de l'impérialisme de l'Occident. Avec la volonté de limiter l'emprise du dollar sur leurs commerces internationaux et de desserrer le joug de la domination économique des USA, de la France, de l'Allemagne...

Ces pays représentent la moitié de la population mondiale. Les dirigeants des BRICS s'appuient sur un sentiment de défiance de la population envers l'Occident, après plusieurs siècles d'esclavage, de colonisation et maintenant de domination économique et financière.

En aucun cas les gouvernements des BRICS n'ont le souci d'améliorer le sort des travailleurs et des populations. Ces pays sont dirigés par des bourgeoisies qui exploitent leurs populations au moins autant que les anciennes bourgeoisies capitalistes.

Les dirigeants de l'Occident, de leur côté, font passer cet accord entre les BRICS comme un risque pour la stabilité mondiale !

En réalité, les bourgeoisies occidentales refusent de perdre une partie des bénéfices qui se font sur l'exploitation de la population de ces pays, au profit des bourgeoisies locales.

En plus les dirigeants occidentaux voudraient nous embrigader pour faire bloc contre la bourgeoisie de leurs anciennes colonies. Et cela

pour préparer de nouvelles guerres économiques... voire militaires.

Le capitalisme en Chine

En Chine aussi l'économie est soumise au fonctionnement du capitalisme. Plutôt que de produire en fonction des besoins de la population, les entreprises produisent quand leurs actionnaires y voient la possibilité de faire des profits. C'est la population chinoise qui en paye les conséquences.

Pendant 30 ans, une voie facile existait en Chine pour les investisseurs à la recherche de gains : le marché immobilier. Comme le prix des immeubles ne faisait que croître, de grands groupes, comme Evergrande ou Country Garden, empruntaient pour pas cher des milliards aux banques afin de lancer des projets de construction en pariant sur la valeur finale des immeubles. Elles vendaient aussi des appartements pas encore construits, que les acheteurs comptaient revendre plus cher. Tous spéculaient sur la hausse de l'immobilier.



Mais la demande de nouveaux logements n'est pas infinie, surtout vu les salaires trop bas des travailleurs et le ralentissement de l'économie qui ont saturé le marché immobilier : les prix se sont effondrés, poussant à la ruine des spéculateurs.

Aujourd'hui une partie d'Evergrande a fait faillite et Country Garden est en défaut de paiement. Avec le risque que ces faillites entraînent la faillite de banques chinoises... et de spéculateurs américains qui avaient placé des capitaux en Chine.

La population travailleuse subit directement les remous de l'économie

chinoise : le chômage des jeunes augmente, le manque d'emplois pousse les salaires vers le bas.

En Occident comme en Chine, le capitalisme est incapable de fonctionner sans crises et ce sont toujours les travailleuses et les travailleurs qui les payent.

Massacre de migrants

Entre mars 2022 et juin 2023, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants tentant de gagner l'Arabie Saoudite se sont fait massacrer à la frontière avec le Yémen, dénonce l'ONG Human Right Watch.

Toutes ces personnes fuyaient les conflits de la région : la guerre civile au Soudan, les bandes armées en Éthiopie ou en Somalie.

Les survivants témoignent de l'horreur sur place : les groupes de migrants sont ciblés le long des sentiers montagneux, les tirs sont tellement violents que les corps percés ne sont plus identifiables, des personnes sont déchirées en deux, d'autres ont été violées.

L'Arabie Saoudite, tout comme l'Europe et les Etats-Unis ont des politiques migratoires de plus en plus inhumaines menant à des cimetières de migrants aux quatre coins du monde.

Le sexisme dans le monde du foot

Luis Rubiales, patron du football espagnol, se tient les parties génitales quand il est content du match et a embrassé de force une joueuse. Et il se permet de nier les faits et de refuser de démissionner !

Ce culot et le soutien initial de la fédération espagnole témoignent du niveau de sexisme dans le sport féminin, d'une banalité révoltante.

Les joueuses de l'équipe nationale refusent de participer à des compétitions tant qu'il sera là et sont décidées à mettre ces tristes individus hors-jeu !

Le Niger sous la domination de l'impérialisme

Voilà plus d'un mois que le président du Niger, Bazoum, a été renversé par la junte militaire. Ce coup d'État est le sixième en Afrique depuis 2020 et le quatrième au Niger depuis son indépendance.

Comme au Burkina Faso et au Mali, les généraux se présentent comme plus capables que les gouvernements précédents à rétablir une certaine sécurité et se montrent hostiles à la présence de l'impérialisme français.

C'est pourquoi une partie de la population regarde ce coup d'État avec espoir. Des manifestations de soutien ont exprimé la légitime colère de la population contre le pillage imposé par la France, l'ancienne puissance coloniale.

Mais, même s'ils le voulaient, ces nouveaux dirigeants sont en réalité incapables de s'émanciper de la tutelle de l'impérialisme occidental. Les grands groupes et multinationales dominent les marchés mondiaux et c'est cette domination économique qui oblige les pouvoirs des pays ex-coloniaux à se ranger derrière les grandes puissances.

Mais ces coups d'État réduisent le poids de l'impérialisme français par rapport à ses concurrents, notamment américain, voire russe ou chinois. Macron aurait souhaité une intervention militaire de la part des pays africains voisins. Le Niger abrite en effet l'une des dernières bases militaires françaises du Sahel et, alors que sa population n'a souvent pas accès à l'électricité, il fournit une partie de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires françaises.

La France comptait sur le soutien des États-Unis, qui ont, eux aussi, des intérêts au Niger. Mais pour le moment les nouveaux dirigeants ne remettent pas en cause la présence américaine et le gouvernement

américain s'est opposé au déclenchement d'une intervention militaire.

L'éventualité d'une intervention militaire semble donc de plus en plus hypothétique mais ce qui est certain, c'est que les enjeux des luttes de pouvoir qui se déroulent actuellement en Afrique dépassent les limites du continent. C'est un des multiples fronts des grandes manœuvres de l'impérialisme américain pour contenir ses rivaux russe et chinois, mais aussi un théâtre des rivalités entre grandes puissances.

Ces pouvoirs militaires ne résoudront aucun des problèmes de la population de ces pays.

Que ce soient des pouvoirs militaires ou des gouvernements civils, ils acceptent la soumission aux intérêts des grandes puissances, qu'elles soient européennes, américaine, russe ou chinoise.

Seul le renversement de la domination capitaliste représente un avenir, avec l'union des travailleurs africains et ceux des autres continents.

F-16 et pyromanie



Le niveau de la guerre entre l'OTAN et la Russie s'accroît en Ukraine. Après les canons, les chars et les missiles, c'est au tour des avions de guerre F-16 à être fournis à l'Ukraine. Les États-Unis et l'Europe font un pas supplémentaire pour accentuer la pression militaire sur la Russie.

Zelensky prétend s'engager à ne pas utiliser les avions de chasse contre le territoire russe... Mais un an auparavant les gouvernements occidentaux prétendaient n'envoyer en Ukraine que des armes défensives...

Quelle sera la prochaine étape ou la réponse de Poutine, personne ne peut le prédire, mais l'OTAN ajoute de

l'huile sur le feu aux dépens des populations ukrainiennes et russes.

Prigojine : mort d'un mercenaire

Finalement, deux mois après sa rébellion avortée, Evgueni Prigojine, le patron de la milice Wagner, et plusieurs de ses lieutenants sont morts dans le crash de leur avion. Sous le régime de Poutine, c'est ainsi que se règle l'élimination des gêneurs ou rivaux.

Qui prendra le relais et mettra la main sur les ressources du groupe Wagner ? La question n'a d'importance que pour les vautours qui composent l'État russe, et aucune pour la population laborieuse.

LO France

Guerre en Ukraine : un massacre des deux côtés

Bien que les autorités ukrainiennes et russes cachent les chiffres réels des morts et des blessés de leurs soldats, une récente estimation du *New York Times* comptabilise 500 000 victimes au total : 190 000 morts et 310 000 blessés. Et c'est sans compter les milliers de victimes à l'arrière.

L'aide militaire des puissances impérialistes contribue à faire durer une boucherie comparable à celle de la guerre de 1914.

Les populations russe et ukrainienne servent de chair à canon pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

LO France

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !